Document generated on 06/05/2025 3 a.m.

Cahiers de géographie du Québec

Gagnon, Christian (1994) *La recomposition des territoires. Développement local viable : récits et pratiques d'acteurs sociaux dans une région québécoise*. Paris, L'Harmattan, 272 p. (ISBN 2-7384-2443-0)

Winnie Frohn

Volume 40, Number 110, 1996

URI: https://id.erudit.org/iderudit/022579ar
DOI: https://doi.org/10.7202/022579ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)
1708-8968 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Frohn, W. (1996). Review of [Gagnon, Christian (1994) *La recomposition des territoires. Développement local viable : récits et pratiques d'acteurs sociaux dans une région québécoise*. Paris, L'Harmattan, 272 p. (ISBN 2-7384-2443-0)]. *Cahiers de géographie du Québec*, *40*(110), 293–295. https://doi.org/10.7202/022579ar

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1996

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

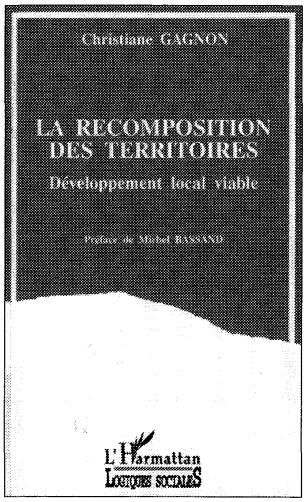
https://www.erudit.org/en/

Tout comme je m'étais étonné que seulement cinq personnes aient écrit l'histoire de la Côte-du-Sud, je le suis tout autant ici alors qu'à toute fin pratique trois auteurs se sont partagés la tâche (Antonio Lechasseur, Yvon Morin et surtout Jean-Charles Fortin) avec l'aide de trois autres pour un chapitre ou l'autre (Fernand Harvey, Yves Tremblay et Jacques Lemay). En revanche, l'ouvrage y gagne en uniformité et, sauf pour le milieu naurel, la matière ne semble pas en souffrir. En effet, cet ouvrage est bien documenté et à la portée de tous.

On peut dire, sans se tromper, comme tous les ouvrages de cet collection, que c'est un ouvrage qui peut être consulté par tous, tout en servant de volume de base aux spécialistes. De plus, son prix est abordable compte tenu de la qualité et de l'ampleur de la matière.

Jean-Marie M. Dubois
Département de géographie et télédétection
Université de Sherbrooke

GAGNON, Christiane (1994) *La recomposition des territoires. Développement local viable: récits et pratiques d'acteurs sociaux dans une région québécoise.* Paris, L'Harmattan, 272 p. (ISBN 2-7384-2443-0)



Pour toute personne qui a déjà milité dans un groupe préoccupé par l'aménagement du territoire ou de l'environnement, ce livre provoquera de vifs souvenirs de batailles gagnées ou perdues, d'alliances précaires et de consultations publiques mémorables. Au-delà de la nostalgie, ce livre nous permettra de voir plus clairement ce qui s'est réellement passé! En effet, Christiane Gagnon, l'auteure de plusieurs ouvrages sur le partenariat, les mouvements associatifs, le développement viable et l'industrie de l'aluminium au Saguenay—Lac-Saint-Jean, a choisi de communiquer avec un public élargi qui inclut les acteurs sociaux qu'elle analyse. Cela ne veut pas dire pour autant qu'elle simplifie ou élimine une analyse structurée de son sujet: l'analyse des «tensions qui traversent la recomposition des territoires, soit celle de la mondialisation, de la singularité, de la perte de contrôle et de maîtrise du territoire, de la marginalisation et de l'équité». Madame Gagnon applique son approche d'analyse à l'histoire de l'Alcan au Saguenay—Lac-Saint-Jean et plus particulièrement aux impacts socio-environnementaux de l'évolution de cette compagnie. Toutefois, comme Christiane Gagnon le souligne, «le retournement territorial [...] n'est pas uniquement dépendant de facteurs structurels, de pressions de globalisation ou de modes de gestion de ressources

naturelles, mais aussi de rapports sociopolitiques, de facteurs endogènes et culturels locaux, bref d'une dimension plus qualitative, plus fluide».

C'est dans cette optique que nous apprenons «jeu par jeu», en commençant par le saga autour du niveau d'eau du Lac Saint-Jean et sa gestion: études d'impacts, consultations, audiences publiques du BAPE, négociations entre le gouvernement provincial et ALCAN et finalement décret. L'épilogue illustre que, contre toutes attentes, les événements peuvent tourner au mieux. Un autre chapitre nous raconte l'histoire de la fusion de deux municipalités rurales à Laterrière et l'annexion partielle de Laterrière à Chicoutimi, deux résultats des tractations pour accommoder ALCAN et profiter fiscalement d'un nouveau complexe d'électrolyse et d'alumine. Enfin, la troisième épopée concerne un recours collectif pour éliminer la pollution de l'air et la pollution par le bruit, nuisances causées par ALCAN. Là aussi on passe par de longs dédales avant d'arriver à des solutions négociées, plus ou moins satisfaisantes. Ces récits se lisent comme un roman policier où extraits d'entrevues, de lettres et d'autres documents illustrent le climat de l'époque.

Les enjeux pourraient être analysés en référence aux quatre «tensions» mentionnées précédemment. Cependant, l'analyse se limitera au rôle de la tension autour de la «maîtrise sociale du territoire» dans la recomposition des territoires. Ainsi, on y trouve les stratégies et les argumentations des acteurs de même que les limites et les possibles de la maîtrise sociale du territoire. La notion de réseau est introduite et pourrait probablement être exploitée encore davantage. Madame Gagnon propose, enfin, les six lieux médiatisant la recherche collective de maîtrise: le mode de gestion des ressources naturelles, les représentations des acteurs, le sentiment d'appartenance, la négociation partenariale, la résurgence du local et les usages endogènes du territoire.

Le dernier chapitre s'étend sur le concept «habiter son territoire» en mettant en relief le fait que «les individus et les communautés élaborent des stratégies de développement qui priorisent (*sic*) le savoir et le pouvoir des acteurs sociaux, l'identité, la viabilité et l'équité entre les individus et les communautés, tant localement que mondialement».

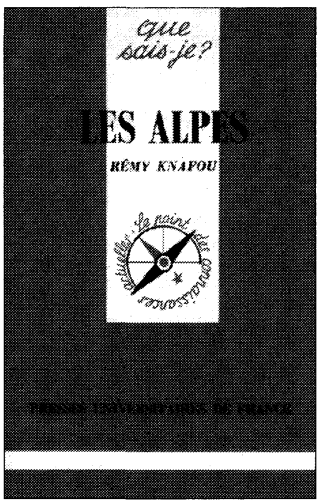
Le livre est bien structuré et les concepts sont clairement définis. Mentionnons brièvement quelques idées particulièrement intéressantes, notamment le constat que dans ce genre de conflits, les batailles et les négociations dépassent l'objet immédiat et concernent un nouveau contrat social où les projets, privés ou publics, ne peuvent pas être imposés, du moins dans un premier temps, mais doivent plutôt passer par le palier local et ses acteurs pour réussir. Les grandes organisations doivent donc repenser leur relation avec l'espace et le local. Comme Christiane Gagnon le fait, soulignons aussi les grands espoirs, en partie au moins justifiés, suscités par la création du Ministère de l'Environnement et la nouvelle législation québécoise des années quatre-vingt en matière de qualité d'environnement et la procédure d'évaluation environnementale. Dans ce sens, le rôle du gouvernement en tant que législateur mériterait une plus grande réflexion. À cet égard, les orientations idéologiques (ou politiques dans le sens non-partisan) des élus pourraient peut-être constituer un des facteurs explicatifs. La question peut se poser plus largement: pourquoi y a-t-il eu des poussées de ferveurs pour le développement viable tant au gouvernement que dans la population?

Par ailleurs, dans l'utilisation des trois catégories de réseaux (les acteurs sociaux, les réseaux politiques et les réseaux privés), tout en admettant que les membres de ces réseaux n'agissent pas de la même manière, il me semble que le rôle distinct des groupes écologiques est un peu escamoté. Dans le même ordre d'idées, ne serait-il pas utile de distinguer plus clairement le rôle des élus provinciaux et celui des élus locaux, lesquels semblent se sentir plutôt impuissants et mal équipés pour jauger les problèmes environnementaux (d'où un recours aux spécialistes). Le même constat d'impuissance ressort des efforts héroïques du maire de Laterrière pour défendre l'idée encore pertinente d'une «péréquation démocratique des taxes industrielles». Les autres municipalités n'y voient pas leur intérêt et le maire doit se résigner à négocier une plus grande compensation monétaire pour sa municipalité.

Finalement, ce livre nous donne l'occasion de voir et de réfléchir sur cette nouvelle marge de manœuvre des communautés locales que Christiane Gagnon nous dévoile dans le rapport de négociation partenariale entre les organisations privées et/ou publiques et les communautés.

Winnie Frohn
Département des études urbaines et touristiques
Université du Québec à Montréal

KNAFOU, Rémy (1994) *Les Alpes*. Paris, Presses universitaires de France, 127 p. (ISBN 2-13-0-45935-8)



Ce petit ouvrage sur les Alpes arrive à son heure. En effet, la Convention sur la protection des Alpes (dite Convention Alpine), actuellement en cours d'élaboration et de discussion entre les sept pays de l'Arc Alpin (Allemagne, Autriche, France, Italie, Liechtenstein, Suisse et Slovénie), met sur le devant de la scène ce massif central de l'Europe.

Si les ouvrages régionaux ne font pas défaut sur l'espace alpin, il faut admettre qu'une publication d'actualité manquait. Rémy Knafou n'avait pas pour ambition de retracer une vaste fresque sur les Alpes. La nature de la collection ne lui permettait pas d'avoir une telle ambition. Il a préféré privilégier certaines thématiques: l'avenir des agricultures, la pression touristique ou encore la question du choix entre protection et développement. Sur ce dernier point, l'auteur, avec bonheur, replace dans le temps les problèmes actuellement abordés par la Convention sur la Protection des Alpes.